



UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

• Fondée à Lille en 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
• Charte de Grenoble, 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
• 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant •

FEDERATION DES ASSOCIATIONS GENERALES ETUDIANTES D'ILE-DE-FRANCE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nous avons participé ce week-end à Orsay à ce qu'on nous a présenté comme le 80e congrès de l'UNEF.

Ce "congrès" n'a pas été préparé. Alors que le règlement intérieur prévoit, à fort juste titre, un débat préalable dans les AGE à partir de textes publiés deux mois à l'avance par la direction nationale, nous avons reçu un ersatz de texte et un questionnaire ridicule il y a moins de deux semaines, dont il n'a jamais été question dans les débats du "congrès".

Le décompte des mandats pour ce "congrès" a été totalement truqué. Nous avons vu apparaître des délégués d'AGE n'existant plus (comme Caen et Le Mans, officiellement désaffiliées) ou n'ayant jamais existé. Cas le plus ahurissant: Christophe Faverjon, membre du BN de 1993 à 99, ancien élu au CNESER, ancien trésorier, a voté en tant que représentant d'une AGE du CNED. L'AGE de Paris VIII était représentée par 43 délégués, correspondant à plus de 800 adhérents revendiqués, alors qu'elle n'a obtenu que 200 voix aux dernières élections dans cette Université, lui donnant quatre élus. (A titre de comparaison, la FAEB-UNEF présente et ayant des élus dans les quatre AGE bordelaises, n'a eu que 6 délégués). Ont été ajoutés à certaines délégations (Paris III, Paris V) des délégués dont il n'avait pas été question au congrès d'AGE. Pour corser l'addition, la Commission de Contrôle a remis des mandats à des membres du BN non délégués par leurs AGE au motif que le "congrès" était extraordinaire.

Les débats de ce "congrès" ont été délibérément écourtés et perturbés. Il n'a été ouvert qu'à 18 heures samedi en raison des manœuvres d'obstruction du président de la Commission de Contrôle, Stéphane Bonnery, dont la plus flagrante est la tentative d'invalider la délégation de Lyon sur la base d'une calomnie gratuite.

Malgré tout cela, les débats ont clairement fait apparaître que la direction qui avait convoqué ce "congrès" pour lui faire voter la fin de l'UNEF par sa participation à un congrès de fusion avec l'UNEF-ID en décembre se heurtait au refus de toutes les AGE réellement existantes, exceptée celle, très divisée, de Paris VIII. A la reprise des débats dimanche à 15 heures, il était clair qu'elle serait mise en minorité sur ce point.

Elle a choisi pour éviter cela d'empêcher que fût soumis au vote ce pour quoi elle avait convoqué le "congrès". Karine Delpas a lu un texte flou et contradictoire, redéfinissant le congrès prévu en décembre comme des "Etats généraux pouvant déboucher sur un congrès de fondation", où certains délégués ont vu le rejet de la réunification, d'autres, dont nous étions, sa dissimulation.

La garantie qu'avait demandée Laurent Frajerman au nom de la délégation de Paris I, la phrase "*Ce congrès de l'UNEF ne sera pas le dernier*", a été donnée oralement par Karine Delpas, mais ne figure pas dans ce texte, qui a finalement été adopté dans la confusion.

Contact au local UNEF en Sorbonne - 1 rue Victor Cousin- 75230 Paris CEDEX 05
Tél: 01 40 46 32 27 - Fax: 01 40 46 25 88 (préciser: pour l'UNEF)
<http://unef.org> - national@unef.org

Dans une confusion croissante, Karine Delpas a refusé de donner la parole à Philippe Lieutaud (Paris IV) qui souhaitait mettre aux voix un texte contenant cette garantie. Après un dernier vote truqué, contradictoire entre deux propositions, l'une de Clermont, l'autre de Paris I, qui ne l'étaient manifestement pas, Karine Delpas et Stéphane Bonnery ont déclaré la fin du "congrès", et fait exécuter cette décision par le service d'ordre.

La question du renouvellement du BN, prévue par l'ordre du jour voté le matin, n'a donc pas été abordée: cela suffit à confirmer que ce "congrès" n'était pas le 80e congrès de l'Union nationale. Nous avons depuis le dernier collectif national (*cf.* notre communiqué du 25 septembre) jugé que le BN était illégitime. Il est désormais autoproclamé, après avoir échoué dans sa tentative de faire voter la fin de l'UNEF par une réunion pourtant truquée au-delà de ce qui était imaginable.

C'est la leçon essentielle de ce week-end: l'UNEF veut vivre.

Nous continuerons à la faire vivre sur nos universités, pour y défendre au quotidien les intérêts de leurs étudiants, dans la recherche de l'unité d'action avec toute organisation partageant cet objectif.

Nous travaillerons à faire avancer le débat pour qu'elle se dote au niveau national d'une direction représentative de l'ensemble des AGE qui la font vivre, en lieu et place de la direction nationale autoproclamée qui vient d'échouer à la faire mourir.

Nous suivrons avec intérêt les éventuels efforts de la direction nationale autoproclamée pour résoudre la flagrante contradiction entre ce qu'elle avait promis à l'UNEF-ID, et laissé publier par elle dans un quatre-pages scandaleux portant notre logo, et ce qui ressort du "congrès". De ce qu'elle fera finalement en décembre, nous tirerons toutes les conséquences.

Nous poursuivrons en Ile-de-France la structuration de la FAGIF, dont nous avons décidé la renaissance en juin. Nous appelons tous les camarades qui veulent faire vivre l'UNEF dans notre région à y travailler avec nous.

Nous gardons comme objectif la tenue d'un véritable 80e congrès de l'Union nationale, dans la perspective de rassemblement syndical définie par l'appel d'Antony.

En Sorbonne, à Tolbiac, à Evry et à Créteil, le 13 novembre 2000

**UNEF Paris
IV
(AGEPS)**

**UNEF Paris
I**

**AGEE
UNEF
(Evry)**

**UNEF Paris
XII**